

Antenne des Côtes d'Armor

Monsieur le Secrétaire Général, Mesdames et Messieurs les membres du CSA-SD,

Nous avons parlé la semaine dernière des conditions de travail dégradées et de la souffrance au travail, l'occasion manquée encore une fois de limiter les effectifs par classe pour améliorer les conditions de travail des personnels comme des élèves. Nous avons évoqué le manque de remplaçants, la difficulté de recruter de nouveaux enseignants et... des suppressions de postes. Nous avons dénoncé une carte scolaire aux allures de plan social. Nous avons déploré la verticalité d'un système où seuls les chiffres remontent et redescendent tel un couperet nous contraignant à composer avec ce qu'on veut bien nous octroyer c'est-à-dire supprimer, déplacer, renoncer...

Je veux d'abord vous reconnaître la prise en compte du travail effectué en amont avec les organisations syndicales autour de la question des effectifs. Vous avez ainsi tenu compte des effectifs d'Ulis dans le comptage global, des effectifs des TPS accueillis en cours d'année, de l'IPS des communes, des résultats aux évaluations nationales. Le Sgen-CFDT vous sait gré de cette démarche et de sa concrétisation.

Je veux ensuite vous faire part d'un véritable cas d'école :

Je me suis entretenu hier soir avec deux élus dont Mr le maire de la commune de Camlez. Ils reconnaissent pleinement la démographie en baisse sur leur territoire qui s'inscrit dans une dynamique négative globale. C'est ainsi. Mais ils m'ont aussi présenté la fermeture d'une classe à la rentrée prochaine sous un autre jour, plutôt sombre.

Le RPI de Kermaria-Sulard, Coatreven et Camlez est parmi les plus anciens du département. Il est le fruit d'un équilibre trouvé entre ces trois municipalités autour de deux classes par commune. Fermer une classe causera un déséquilibre dommageable pour ces trois communes : un déséquilibre d'entente intercommunale qui va bien au-delà de l'école.

Antenne des Côtes d'Armor

Ainsi ces trois communes s'entendent sur le développement et la pratique du sport notamment par le financement d'infrastructures partagées. Il y va de même pour l'accueil en centre de loisirs et les animations qui y sont proposées. Et c'est ainsi dans de nombreux autres domaines au-delà de la question d'éducation.

Ces trois communes ont investi en bonne intelligence pour accompagner les trois écoles : une nouvelle classe a été construite à Coatreven, une extension a été réalisée à Camlez en même temps que la réfection des deux classes. Ils ont investi massivement dans le numérique... Tout cela pour accompagner au plus près les demandes de l'Education nationale. Ils ont ainsi investi 700 000 € en 10 ans. Il note au passage qu'une fermeture de classe n'aura aucun effet d'aubaine sur leur budget puisque chauffer une école pour deux classes ou pour une seule revient au même.

Ce sont trois communes rurales aux budgets contraints qui ont fait des choix politiques forts. Aurait-ils fait ces choix et ces investissements si on leur avait annoncé la fermeture d'une classe plus tôt ? Car le problème est là aussi : cette réalité démographique et ses conséquences doivent être anticipées, ces communes ont besoin de se préparer. L'annonce brutale en janvier d'une fermeture de classe pose d'infinis problèmes à commencer par le maintien de cet équilibre ténu et vital pour ce territoire rural. D'ailleurs, Mr le maire de Camlez est aussi conseiller communautaire de Lannion-Tregor en charge de l'enseignement supérieur, l'innovation et la recherche et a, à ce titre, pu rencontrer Mr Ethis qui a garanti l'accompagnement sur deux ans des écoles dont les effectifs étaient en baisse et ainsi menacées par une mesure de carte scolaire. Ces annonces rassurantes n'ont visiblement pas été suivies d'effet et laissent aujourd'hui des élus dans le désarroi et la crainte. La crainte de voir fermer une classe, anéantir un équilibre intercommunal vital en milieu rural, voir peu à peu dépérir leurs écoles jusqu'à la fermeture d'un site, jusqu'à la mort lente d'un village.

Merci de votre attention